Les élus au travail

■ (réd) Le sondage que nous vous présentons a été effectué en août-septembre par l'Institut DEMOSCOPE pour le compte du quotidien zurichois *Tages Anzeiger*. Elaboré en collaboration avec Claude Longchamp, du Centre de recherches sur la politique suisse de l'Université de Berne, il porte sur un échantillon représentatif de 1325 Suissesses et Suisses (1001 Alémaniques et 324 Romands) agés de plus de vingt ans. Son principal intérêt, outre le sérieux de l'enquête, nous semble résider dans l'option prise de ne pas questionner les gens sur leurs intentions de vote afin d'obtenir un nouveau tiercé gagnant. Les enquêteurs ont cherché à savoir, non pas qui les citoyens allaient envoyer à Berne, mais bien ce que ces députés devraient y faire.

Evidente est la propension des citoyens à "penser vert". Quelques résultats non mentionnés dans le tableau renforcent encore le constat: 87% des Suisses pensent que toute décision politique doit être prise en tenant compte de son impact sur l'environnement, même si des intérêts économiques sont en jeu (pour 84% des personnes). Il ne s'agit toutefois pas d'aller trop loin: 64% des sondés se déclarent opposés à des mesures qui mettraient en péril le confort, la richesse ou l'emploi, contre 55% qui seraient prêts à accepter des solutions radicales et contraignantes.

Les clivages habituels subsistent: les Alémaniques sont plus verts que les Romands, les femmes plus que les hommes et la gauche plus que la droite.

Si le non à Kaiseraugst et le oui aux transports publics est net, certains résultats peuvent surprendre, voire inquiéter: dans le domaine social, les scores médiocres de l'égalité hommes-femmes et de l'assurance-maternité; ailleurs, le durcissement de l'attitude vis-à-vis des requérants d'asile (autorité de la chose votée).

Une manière de nous rappeler qu'écologie et solidarité ne font pas forcément bon ménage.

Quels problèmes le nouveau Parlement doit-il traiter en priorité?

	Très urgent	Plus ou moins urgent	Pas urgent du tout/ inutile	Ne sait pas/pas de réponse
Environnement				
Contrôler régulièrement la production de déchets de l'industrie et de l'artisanat	81	15	2	2
Interdire les emballages perdus et certains produits très nocifs pour l'environnement (sprays, cannettes en alu pour les boissons, désherbants, etc)	63	28	7	2
Créer de nouvelles décharges pour déchets spéciaux, exploitées sous contrôle étatique	61	26	9	4
Transports				
Promouvoir massivement les transports publics régionaux	54	32	12	2
Achever la construction du réseau autoroutier	23	32	43	2
Introduire un impôt auto lié à la consommation d'essence	22	24	49	5
Limiter le trafic privé par des mesures contraignantes	19	29	47	5
Energie				
Développer les énergies douces et soutenir la recherche dans ces domaines	76	18	4	2
Sortir du nucléaire	43	30	20	7
Construire de nouvelles centrales nucléaires pour répondre au souci énergétique	11	24	58	7
Politique agricole				
Réduire massivement les subventions et rendre l'agriculture aux lois du marché	18	33	37	12
Santé / famille				
Lutter plus efficacement contre la drogue	66	24	8	2
Interdire les manipulations génétiques	55	26	13	6
Intensifier la lutte contre le SIDA	49	28	17	6
Réaliser l'égalité entre hommes et femmes dans tous les domaines de la vie	44	38	15	3
Faire entrer en vigueur l'assurance-maternité	37	26	27	10
Punir le viol entre époux	31	29	32	8
Légaliser l'interruption de grossesse	21	31	42	6
Abaissier la majorité sexuelle à 14 ans	10	17	68	5
Prévoyance vieillesse				
Introduire la retraite individuelle et flexible	42	40	15	3
Abaissier l'âge de la retraite pour tous	30	29	37	4
Travail				
Promouvoir de nouvelles formes de travail (horaires flexibles, job-sharing, etc)	42	35	18	5
Améliorer la protection contre les licenciements	40	38	16	6
Finances				
Harmoniser la charge fiscale	51	29	14	6
Défense nationale				
Mener une politique active de paix	62	25	10	3
Créer un service civil pour tous les objecteurs	55	25	15	5
Réduire fortement les crédits alloués à la défense nationale	39	30	26	5
Politique d'asile				
Renvoyer énergiquement les requérants dont la demande a été refusée	36	31	25	8
Traiter généreusement les candidats à l'asile	19	33	42	6
Révision de la Constitution				
Entreprendre la révision totale	30	42	13	15

L'indigestion électorale

■ (*cfp*) On l'a dit et répété, le nombre de candidats qui briguent une place aux Chambres fédérales est proprement impressionnant: plus de dix prétendants par siège. Si l'on reprend les chiffres de 1947 et de 1967, on constate que l'explosion a véritablement eu lieu dans les vingt dernières années.

Prenons par exemple les quatre cantons alémaniques les plus peuplés, qui envoient chacun plus de dix représentants au National et forment ensemble le 45% de la Chambre basse:

	Listes déposées		
	1947	1967	1987
Zurich	11	14	30
Berne	10	14	25
Argovie	6	9	13
St-Gall	7	4	11
Total	34	41	79

En quarante ans, quelques partis ont disparu de la scène (démocrates, jeunes paysans), ou ont considérablement réduit leurs ambitions. C'est le cas du Parti du travail, autrefois présent partout et qui n'a plus cette année de liste que dans un seul des quatre cantons considérés.

Nombreux sont en revanche les nouveaux venus: nationalistes et écologistes de diverses tendances et, en réaction contre ces derniers, le parti des automobilistes, qui va à la bagarre dans onze cantons alémaniques, dont les quatre cités plus haut. De leur côté, les partis traditionnels cherchent aussi la diversification, en mettant sur pied des listes régionales ou des listes "ciblées" (femmes, jeunes, etc).

Du bon usage des apparentements, de la radio et de la télévision

Les apparentements sont devenus la règle. Dans les quatre cantons considérés, le Parti des automobilistes est quasiment le seul à refuser toute alliance électorale (voir encadré). Même le Parti socialiste, souvent

opposé à l'idée d'apparement, en a conclu avec les écolos dans trois cantons. Il est par ailleurs évident que certaines listes ont été déposées dans le seul but de glâner des "restes" pour offrir, grâce aux alliances, un siège à la liste pilote. L'Action nationale s'est spécialisée dans ce type de stratégie. Dans trois des quatre cantons considérés, sa liste est apparentée à celles de partis aux noms souvent fort longs; dans le quatrième, des divergences ont fait capoter le projet d'alliance.

Le phénomène des "partis" qui apparaissent quelques mois avant les élections pour disparaître sitôt après a pris ces dernières années une ampleur particulière. De même des partis qui présentent une liste dans un canton où leur implantation est de toute façon insuffisante. Ici, la radio et la télévision jouent un rôle non négligeable: pour être admis à participer à un débat sur les ondes, un parti doit avoir des listes déposées dans un nombre minimum de cantons (trois pour la Suisse romande). C'est cette règle qui vaut aux téléspectateurs romands le privilège de voir les représentants de la légalisation du cannabis débattre aux côtés des partis gouvernementaux. Un quotidien d'Olten a dénoncé ce type de manœuvres en refusant de présenter à ses lecteurs les six candidats du Parti du travail, dont cinq résident hors du canton de Soleure. Cette liste, à l'instar de celles du Parti écologiste libéral (vert-brun) de Zurich et de Genève, qui ne comptent qu'un seul nom, a été déposée dans le seul but d'avoir accès aux médias électroniques.

Questions

La Suisse a introduit le système proportionnel pour l'élection de la

Chambre du peuple il y a soixante-huit ans, après septante ans passés sous le régime majoritaire. Ce mode de répartition, que personne ne songe sérieusement à remettre en cause, a-t-il mal vieilli?

Permet-il des dérives qui entraînent le désintérêt des électeurs?

On peut également se demander pourquoi les gens qui descendaient dans la rue il y a quinze ans en appellent maintenant au verdict des urnes? S'agit-il d'une revitalisation des institutions, ou d'une récupération des mouvements contestataires?

Les réponses ne sortiront pas toutes faites du scrutin de ce week-end.

Pour comparaison

Listes déposées dans les deux cantons romands qui élisent plus de dix députés (ensemble, 14% du Conseil national)

	1947	1967	1987
Vaud	5	7	14
Genève	6	7	11
Total	11	14	25

Michael Dreher roule pour lui

■ (*mam*) Présent dans onze cantons (alémaniques exclusivement) le Parti des automobilistes n'a pas cédé à la mode des apparements. Mauvais calcul politique? A lire les déclarations de son président Michael Dreher (récemment exclu du Parti radical), l'explication semble beaucoup plus simple: qui voudrait s'allier avec une formation qui considère que même les bourgeois sont trop verts et qui rejette en bloc la politique menée par tous les autres partis, à l'exception ... des libéraux? M. Dreher considère le PLS comme le parti idéal et regrette son manque d'implantation outre-Sarine. On a les admirateurs que l'on mérite.

Plus d'Etat, quand ça m'arrange

■ (jd) La semaine dernière, le Conseil national a adopté à une écrasante majorité une révision de la loi sur le crédit à l'hôtellerie et une augmentation de la subvention fédérale à ce secteur. Une décision de routine qui n'a pas fait la une, mais pourtant fort intéressante dans la mesure où elle illustre le poids des intérêts organisés, la faible capacité critique du Parlement et l'inanité du discours libéral sur le moins d'Etat.

La Confédération intervient depuis 1985 par des subventions qui permettent à l'hôtellerie d'obtenir des crédits à des conditions favorables. Cette intervention provisoire avait pour but l'assainissement des structures de la branche dans une période de crise. Le provisoire dure toujours

et l'on peut légitimement se demander si l'aide publique n'a pas plutôt contribué au maintien de structures dépassées qu'elle n'a permis les adaptations nécessaires.

Trois jours avant la décision du Conseil national, la *Neue Zürcher Zeitung* a violemment pris à partie ce projet, accusant le Conseil fédéral d'avoir pris à son compte les revendications des milieux intéressés – la Société suisse des hôteliers et la Société suisse pour le crédit hôtelier qui gère la manne fédérale – sans aucune analyse critique. Pour la *NZZ*, ce soutien permanent est injustifié; il empêche l'adaptation aux exigences du marché et maintient en vie des établissements mal gérés ou qui ne répondent pas à un besoin. Critique acerbe du journal zurichois

à l'égard des banquiers qui ont donné leur aval à cette révision, eux qui sont si prompts à dénoncer l'intervention de l'Etat dans la vie économique. Et la gazette de se demander si la somme de 8 millions par an – le montant de la subvention – est vraiment nécessaire pour stimuler le goût du risque des banquiers suisses.

Cette leçon de politique économique libérale n'a pas été entendue. A la veille des élections, les députés sont peu disposés à mécontenter leurs clients et les grands principes proclamés dans les programmes politiques cèdent le pas au prosaïque calcul des voix.

Chapeau au radical Félix Auer de Bâle-campagne qui a osé proposer le refus d'entrer en matière, en compagnie des indépendants, des écologistes et de l'extrême-gauche. Lorsque ses défenseurs patentés font défaut, l'économie de marché doit parfois se contenter d'alliés inattendus.

LIMITATIONS DE VITESSE

Les miracles du 30 à l'heure

■ (jd) Depuis que le phénomène du dépérissement des forêts est systématiquement observé et qu'on publie régulièrement le niveau des émissions polluantes dans l'air, le public est sensibilisé à la mauvaise qualité de l'air, particulièrement dans les villes.

Parmi les prescriptions adoptées ou envisagées pour réduire la pollution atmosphérique (limitation des émissions à la source, réduction du trafic, limitation de la vitesse), les deux dernières concourent également à la lutte contre le bruit, une pollution tout aussi néfaste que celle de l'air.

Des données disponibles sur les modes de déplacement dans les agglomérations, il ressort que:

– 9% de tous les déplacements auto-

mobiles sont inférieurs à un kilomètre par trajet

– 12% environ des déplacements concernent une distance de un à deux kilomètres

– 11% environ des trajets font entre deux et trois kilomètres.

En clair, un tiers des trajets automobiles quotidiens est inférieur à 3 kilomètres. Cette situation montre qu'il existe des possibilités considérables de modification de nos habitudes de transport au profit de la marche, du vélo et des transports publics. Bien plus que de mesures coercitives, il s'agit d'améliorer rapidement et massivement les conditions de ces modes de déplacement: trajets pédestres séparés du trafic automobile, pistes cyclables dignes de ce nom et trajets

cyclables séparés, fréquence et densité des transports publics.

La limitation de vitesse dans les agglomérations permet de répondre au triple problème de la sécurité, de la pollution de l'air et de la lutte contre le bruit. Un projet de recherche, effectué en Allemagne, a donné des résultats intéressants. La limitation à 30 km/h. dans les zones résidentielles provoque une modification importante du mode de conduite: modération des accélérations, calme et régularité du trafic, bas régime des moteurs.

La limitation de la vitesse à 30 km/h. abaisse le niveau de bruit de 3 à 4 décibels, ce qui correspond à l'effet d'une réduction du trafic de 50 à 60%.

Des chiffres à méditer et des contraintes à mettre en rapport avec les coûts d'équipement des bâtiments qu'exigerait le respect d'un niveau sonore acceptable pour les riverains.

Précision: pour ceux qu'une telle limitation de vitesse effrayerait, ajoutons que la perte de temps par rapport à la limitation actuelle est exactement de 2 minutes et 24 secondes pour un déplacement de 3 km, une perte d'ailleurs purement théorique car, vu les obstacles dans la circulation urbaine, plus la vitesse autorisée est élevée, moins il est possible de rouler effectivement à cette vitesse.

Réduction des émissions par l'abaissement de la vitesse de 50 à 30 km/h.

	Régime élevé (seconde vitesse)	Régime bas (troisième vitesse)
Oxyde de carbone	- 17,5%	- 13,4%
Hydrocarbures	- 10,4%	- 21,9%
Oxydes d'azote	- 31,8%	- 47,6%

Tout va pour le mieux dans la meilleure des Suisses possible

■ (ag) La maison Denner, qui a tendance à confondre ses intérêts commerciaux et la vie politique, a déposé le 2 juillet 1984 une initiative populaire intitulée "Pour la protection des consommateurs". Elle a recueilli, notamment dans les magasins Denner, dont le succès repose en grande partie sur la vente de l'alcool et du tabac (la santé fait-elle partie de la protection des consommateurs?), 156'000 signatures. Elle propose d'introduire dans notre Constitution fourre-tout un article nouveau qui serait le 31^{octies}. Que dit cet octies?

Les accords illicites

L'octies tend à interdire toute restriction de la concurrence. Il vise notamment des prix minimaux imposés par les fournisseurs ou dans certains cas les autorités, des interdictions de livrer ou des conditions discriminatoires de livraison. Bref, une bonne panoplie anti-cartel.

Ce texte de rédaction brouillonne a deux particularités.

Il se limite à viser les restrictions au commerce des denrées alimentaires et autres biens de consommation (c'est une initiative Denner).

Il prévoit, pour l'application de cet article constitutionnel, que la législation pourra être soumise au Tribunal fédéral pour qu'il en examine la conformité. De manière partielle serait introduit (vieux débat) l'examen de la constitutionnalité des lois.

La situation idyllique

Le Conseil fédéral, qui préconise le rejet de l'initiative, commence son argumentation par une description idyllique de la législation fédérale.

Protection du consommateur par les lois sanitaires, loi sur la sécurité des installations techniques, disposition du Code des obligations sur les ventes à tempérament, loi sur les cartels, article 31^{sexies} sur la protection des

consommateurs, loi sur la surveillance des prix.

Le Conseil fédéral va jusqu'à prétendre que cette diversité de moyens légaux permet d'agir sagement. Si la commission des cartels ne peut pas créer la concurrence, il y a toujours la possibilité de contrôler la formation des prix.

Les aveux

Le Message démontre sans trop de peine que le domaine du commerce alimentaire est un domaine de très vive concurrence et que les consommateurs n'ont pas à se plaindre, si ce n'est qu'une trop forte concentration peut appauvrir des régions, créer des déplacements pendulaires, mettre de petits fournisseurs sous la dépendance de gros acheteurs, etc...

Mais dans son zèle de réfutation, il tient à souligner combien la cartelisation est importante dans de nombreux domaines. S'appuyant sur la liste des enquêtes de la Commission des cartels, dont on ne sait pas qu'elle soit intervenue bien vigoureusement, il cite:

- les matériaux de construction (ciment, sable, gravier, béton, tuiles, briques, câbles)
- installations électriques et sanitaires
- marché de l'optique
- banques et assurances
- certains services de transport et de réparation
- tarifs d'associations de professions libérales.

D'immenses secteurs de la Suisse qui se protègent. Si la synergie commission des cartels, surveillance des prix était véritable, comment expliquer, simple exemple, la différence de prix époustouflante, en Suisse ou en France, sur une identique paire de lunettes? De celles qu'il faudrait au Conseil fédéral pour mettre véritablement en application son si bel arsenal.

Attention aux nitrates

■ (jd) Déjà 5% de la population doit se contenter d'une eau potable qui a atteint voire dépassé la limite de tolérance de 40 milligrammes de nitrate par litre. C'est l'agriculture, on le sait, la grande responsable de cet état de fait. Et les chimistes cantonaux alarmés ont lancé un appel pour une nouvelle politique agricole, plus respectueuse de l'environnement. La balle est dans le camp des autorités, ce qui ne signifie pas que les consommateurs sont impuissants à faire changer les choses.

Coupable, entre autres, l'épandage de trop grandes quantités de purin et de fumier, conséquence d'un cheptel trop important par rapport au sol disponible. Diminuer sa consommation de viande peut contribuer à influencer à la baisse la production de viande. Même problème avec les légumes: la culture maraîchère indépendante des saisons exige l'emploi de fongicides et d'engrais azotés; les plantes ne disposent pas toujours des conditions favorables pour transformer ces produits et fixent l'azote sous forme de nitrate. En donnant la préférence aux légumes de saison, le consommateur favorise un usage du sol respectueux de l'environnement.

La Suisse inégalitaire

■ Selon l'hebdomadaire FTMH *La Lutte syndicale*, le haut niveau de revenu dont jouit la Suisse ne l'empêche pas de rester un des pays les plus inégalitaires d'Europe. L'éventail des salaires, qui va en gros de 1 à 8, peut atteindre 1 à 20 dans les plus grosses sociétés. De plus, sur la base des déclarations fiscales, on constate que 1% de la population détient 43% de la fortune privée et que les 5% de personnes les plus aisées possèdent près des deux tiers de la fortune totale.

L'Anzeiger von Uster est un des quotidiens zurichoïses qui résistent aux journaux de la métropole, avec des moyens limités mais des lecteurs fidèles. Annoncé un moment comme vendu au *Zürcher Oberländer*, le petit journal restera indépendant et mettra tout en œuvre pour faire passer son tirage de 10 à 15 000 exemplaires.

Boxe suisse et *Boxszone Schweiz* fusionneront en novembre pour devenir l'organe bilingue du "noble art" dans notre pays.

ECHOS DES MEDIAS

Publication hebdomadaire en Italie de reproductions de journaux de la Seconde Guerre mondiale (*Giornali di guerra*). La semaine dernière, on pouvait y trouver la troisième édition du *Corriere del Ticino*, datée du 4 septembre 1939. On note au passage que le quotidien tessinois est jugé plus objectif que la presse italienne de l'époque, alors contrôlée par le fascisme.

Dans une liste de titres non inscrits à la cote officielle et publiée par la SBS (30 septembre) on peut voir que les actions nominatives de 1000 francs de la *Neue Zürcher Zeitung AG* s'achètent à 40 500 francs pièce. L'entrée dans le club des actionnaires de la *NZZ* reste très onéreuse.

L'INVITE DE DP

Le grand vertige

Faut-il plus ou moins d'Etat? Les programmes d'impulsions sont-ils conformes au système économique libéral? L'innovation industrielle a-t-elle besoin d'aides publiques? Est-ce utile de participer au programme européen de recherches Eureka?

Au cours de ces huit dernières années, chacune de ces questions a fait l'objet de débats publics souvent passionnés. Dans un premier temps, la réponse des milieux économiques a toujours été négative. Avec des arguments presque identiques.

Moins d'Etat, c'est-à-dire moins d'interventions et de réglementations, afin que le secteur privé puisse mieux manifester son esprit d'entreprise et d'initiative.

Refuser les programmes d'impulsions car ils constituent une ingérence de l'Etat dans les entreprises. Il n'appartient pas aux pouvoirs publics d'orienter la politique industrielle.

S'opposer à un fonds de garantie pour favoriser l'innovation industrielle qui doit rester de la seule compétence des entreprises. L'Etat doit se limiter à déterminer les "conditions cadres" favorables au développement général de l'économie.

Se distancer d'un programme européen de recherches sur les technologies de pointe qui ne peut déboucher sur des résultats concrets. Les centres de recherche et les entreprises ne sauraient collaborer efficacement. Dans tous les cas, la Confédération ne doit pas aider au financement de projets auxquels des entreprises décideraient de participer.

C'est connu : les faits sont têtus. Ils ont donc fini par avoir raison des oppositions initiales.

Les milieux bourgeois ont abandonné leur "moins d'Etat". Dans le canton de Neuchâtel, le Parti radical, dans ses annonces électorales, se dit aujourd'hui partisan d'un "Etat fort".

Les programmes d'impulsions ont été appliqués, et l'on reconnaît partout qu'ils ont été utiles et nécessaires pour aider certaines branches économiques à rattraper un peu de leur retard (c'est vrai en particulier pour l'horlogerie, la micro-électronique, la formation d'informaticiens).

La Garantie contre les risques à l'innovation (GRI), quant à elle, a été rejetée en votation populaire. Mais il s'agissait ici surtout pour les dirigeants économi-

ques radicaux de donner une leçon au démocrate-chrétien Kurt Furgler. Eureka se porte bien. Même très bien. 165 projets ont déjà reçu son label, engageant des investissements estimés à quelque 7 milliards de francs. De sorte que les Chambres fédérales votent un crédit de 80 millions de francs (le coût de la GRI était de 100 millions sur 10 ans...) pour pouvoir accorder des aides aux entreprises qui s'y lanceraient.

Il y a deux lectures possibles de ces quelques événements.

La première est plutôt rassurante. Malgré leurs oppositions de principe, les dirigeants de l'économie savent faire la part des choses. Le réalisme finit par l'emporter.

La seconde lecture est moins reconfortante. Certes, nécessité fait loi. Mais à quel prix et avec quel retard! Alors qu'il devrait y avoir dynamisme, ouverture, initiative pour affronter les révolutions techniques en cours, le scepticisme, le repli, l'inertie prédominent. Pour preuve: selon un sondage récent, les quatre cinquièmes des entreprises qui ont le plus peur de la concurrence étrangère sont précisément celles qui vivent du marché intérieur et qui ne "subissent" donc pas cette concurrence...

Le monde patronal est convaincu que les changements en cours nécessitent davantage de flexibilité de la part des salariés. Il ne manque pas une occasion de dire qu'il faut savoir se remettre en cause; que ce qui a été négocié et acquis n'est pas éternel.

En revanche, les principes de l'économie libérale sont (seraient) immuables. Cette manière de voir les choses évite d'être saisi par un grand vertige. Car, à l'évidence, les changements technologiques, la prise en compte des atteintes au milieu naturel, l'apparition de nouveaux concurrents lointains, l'accélération du processus d'intégration européenne ne modifient pas seulement les conditions dans lesquelles s'exerce le "libre jeu du marché". Ils agissent aussi sur nos schémas mentaux et culturels. C'est là que la flexibilité devrait jouer. Mais cette flexibilité-là n'a pas encore atteint le monde patronal.

Jean-Pierre Ghelfi

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. J.-P. Ghelfi est économiste et député au Grand Conseil neuchâtelais.

L'imprévisibilité originelle

■ (eb) Récemment, plusieurs événements et diverses publications ont remis à l'ordre du jour la question capitale de la finalité de la recherche scientifique. Une contribution à ce dossier vient d'être versée, dans le cadre de la biologie, par le livre de Jacques Testard *L'Oeuf transparent* (Flammarion, collection "Champs", 1986). L'auteur était d'ailleurs présent aux 31^{èmes} Rencontres internationales de Genève. La revue *Esprit* consacre son numéro du mois de juillet 1987 au thème "Science et culture". En particulier Francis-André Wollmann, dans un article intitulé "Le souci des bénéfiques", se demande pourquoi la recherche scientifique, malgré son imprévisibilité énigmatique, reste le souci majeur de nos sociétés industrielles. Pour l'auteur, cette imprévisibilité n'est en fait qu'un rideau opaque jeté sur deux enjeux majeurs de notre société: d'un côté la recherche scientifique est liée à l'expression d'un espoir social prométhéen, de l'autre elle est la condition de l'innovation. Cette dualité exprime l'aspect culturel de la recherche scientifique d'une part et son aspect économique d'autre part.

L'espoir social

Toujours dans ce même numéro d'*Esprit*, Paul Thibaud, son directeur, rappelle le prestige de la science dans notre société: "Depuis Pasteur, dit-il, la science crée des droits pour l'individu; c'est à la société de faire bénéficier l'individu des recherches scientifiques". Mais aussitôt, Georges Waysand, physicien, lui fait écho: "Les sciences ont-elles encore un rapport avec la volonté d'éclairer le monde?"

C'est à cette interrogation solennelle que nous encourage à répondre l'éditorial de la revue française. "Face à une conception où tout serait permis, y compris l'intervention sur le génome humain, il est en effet plus que nécessaire de s'arrêter et de réfléchir". C'est ce que le livre de J. Testard a permis de faire. Malheu-

reusement, cette publication n'a pas encore eu l'effet voulu; on attend encore les mesures législatives ou autres fixant des règles acceptables. "N'entre-t-on pas sur des terres maudites, comportant de nombreux risques pour les individus, avec l'irruption de la technique de la fécondation in vitro par transfert d'embryons?"

Quoi qu'il en soit, espoir social de libération ou terrain miné, la science ne concerne vraiment qu'une petite minorité de la population. Notre société a finalement "abandonné" à quelques chercheurs la tâche de façonner l'avenir de notre monde. Cette distance sociologique considérable qui sépare l'élite scientifique du reste de la population est un phénomène inquiétant de cette fin du XX^e siècle, car il occulte un débat démocratique indispensable sur les finalités de la connaissance scientifique.

La recherche scientifique, moteur de l'économie

La recherche scientifique en Suisse est financée à 75% par les entreprises privées et à 25% seulement par l'Etat (voir pour des chiffres exacts l'étude du Vorort de 1985 intitulée "La recherche et le développement dans l'économie privée en Suisse"). En réalité, les milieux économiques sont très conscients du fait que leur survie dépend de la recherche scientifique. En ce sens, la distance sociologique que nous venons d'évoquer doit être nuancée, puisque 75% de la recherche scientifique suisse baigne littéralement dans la société. Mais ce n'est pas par intérêt culturel que l'économie encourage la recherche scientifique, mais afin de résister à la concurrence internationale des pays nouvellement industrialisés.

Le gros handicap de la recherche en mains privées, c'est qu'elle est monopolisée par les deux grandes industries suisses: la chimie et l'électromécanique (52,9 et 42,2%). Les

petites et moyennes entreprises sont véritablement le parent pauvre de la R+D, raison pour laquelle ces entreprises sont condamnées à se regrouper pour faire de la recherche ou demander le concours de l'Etat. C'est une telle solution qui a été adoptée avec succès dans le cas de la Fondation suisse pour la recherche en microtechnique (FSRM) à Neuchâtel. Les structures mixtes qui prennent naissance dans ces fondations privées constituent des signes précurseurs et symboliques d'un mariage intéressant entre des aspirations scientifiques de type universitaire et les exigences du marché.

Retour à Prométhée

Le mythe de Prométhée contient en lui-même deux faces significatives du même problème: d'un côté il exprime les aspirations d'une culture à la libération des contraintes de l'état de nature, de l'autre il illustre les étapes d'une conquête technologique tout à fait concrète grâce au feu dérobé aux dieux. Le débat sur la recherche scientifique aujourd'hui passera également par une synthèse entre ces deux aspects de l'innovation, l'un éminemment culturel, l'autre profondément économique.

DP Domaine Public

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley

Rédacteur: Marc-André Miserez

Ont collaboré à ce numéro:

Eric Balier

Jean-Pierre Bossy

François Brutsch

André Gavillet

Jacques Guyaz

Charles-F. Pochon

Point de vue:

Jean-Pierre Ghelfi

Abonnement:

63 francs pour une année

Administration, rédaction:

Case 2612, 1002 Lausanne

Saint Pierre 1, 1003 Lausanne

Tél: 021 / 22 69 10 CCP: 10 - 15527-9

Composition et maquette:

Domaine Public

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Un exemple parmi d'autres de la progression du dialecte en Suisse allemande: l'hebdomadaire *Bruckebauer* propose à ses lecteurs de trouver la légende d'un dessin et prime les quinze meilleures réponses: neuf sont rédigées en dialecte et six en hochdeutsch!

Difficultés de recrutement et abaissement de la majorité civique: les radicaux bernois réduisent à seize ans l'âge pour l'adhésion au parti.

Ganeshu Sinnathamby n'a pas de problèmes d'intégration à Hasle-Rüegsau. Ce Tamoul est passé maître dans l'art du hornuss, sport typiquement helvétique. Ajoutons que ce réfugié se défend également au jeu de quilles.

EN BREF

Des Suisses ont aussi combattu dans les rangs de l'armée franquiste durant la guerre civile espagnole, ils furent toutefois moins nombreux que ceux engagés dans les brigades internationales, selon un dossier du *Tages Anzeiger Magazin*.

Une source d'eau minérale a été découverte à Zurich en 1979. *Züri-Woche* lance une initiative populaire pour la construction d'une station thermale à Tiefenbrunnen. Le comité d'initiative, présidé par Thomas Wagner, maire de la ville, bénéficiera du soutien logistique et administratif de l'hebdomadaire gratuit.

Jules Storck, membre du Syndicat du livre et du papier, vient de fêter son centième anniversaire à Wabern près de Berne. Le doyen des syndicalistes suisses est né le 6 octobre 1887, soit le même jour que Le Corbusier.

Spectacles de l'Opéra de Zurich, semaine du 6 au 13 octobre: *La Flûte enchantée*, parrainé par Mercedes-Benz, *L'Italienne à Alger*, parrainé par la SBS, *Guillaume Tell*, parrainé par Beat Curti, etc.

LE CLUB DES MILLIARDAIRES

Le capitalisme ne paye plus

■ (jg) Savez-vous quel est l'homme le plus riche du monde ? Hassanal Bolkiaah, souverain du Brunei, petit sultanat sur la côte de Bornéo. Sa fortune est estimée à 25 milliards de dollars, car le sultan se considère comme propriétaire de tous les puits de pétrole de son territoire...

La liste des milliardaires est publiée par l'excellente revue américaine *Fortune*. Ce classement ne manque pas d'intérêt. On s'attend à y trouver des noms connus aux premières places, Rockefeller, Rothschild, Kashoggi, Ford. Eh bien, pas du tout.

Les gens les plus riches du monde sont d'abord des souverains en exercice, ceux qui confondent les finances de leur pays avec leur portemonnaie comme le sultan de Brunei ou le roi Fahd, mais aussi les reines d'Angleterre ou des Pays-Bas (12^{ème} sur la liste). L'évaluation de leur fortune est bien sûr toute théorique. On imagine mal la reine d'Angleterre vendant Buckingham, Windsor ou sa collection de tableaux... La Chambre des Communes aurait sans doute son mot à dire! Il n'empêche que la souveraine britannique empoche 30 millions de dollars par an en rendement de ses investissements à l'étranger.

Les deux premiers "vrais" capitalistes sont des Américains parfaitement inconnus en Europe. Sam Walton a créé une chaîne de plus de 1000 magasins populaires, genre Uniprix, et les frères Newhouse sont propriétaires de 26 journaux américains et de plusieurs maisons d'éditions.

La distribution, l'immobilier et l'alimentaire sont les secteurs qui permettent d'amasser les plus grosses fortunes, ce qui n'a rien d'étonnant. La présence d'éditeurs est plus surprenante, mais on sait depuis *Citizen Kane* quelle peut être la puissance des magnats de la presse américaine. Ce sont là des activités humaines fondamentales: l'immobilier, car il faut bien se loger; l'alimentation, les humains doivent se nourrir; la distribution, il faut trouver près de chez

soi les produits indispensables; l'édition, car l'accès à l'information est le facteur décisif dans les pays riches.

Les industriels, les banquiers et tous ceux dont le travail s'exerce dans des domaines nouveaux et complexes sont absents des premiers rangs, à l'exception de David Packard, fondateur de Hewlett-Packard qui est en 20^{ème} position.

Un changement important est à noter: les milliardaires mythiques du début du siècle, de Rockefeller à Carnegie, avaient conscience d'une certaine responsabilité sociale. Ils ont multiplié hôpitaux, musées, fondations charitables. Rien de tel avec la nouvelle génération. Les Walton, Irving et autres Newhouse n'ont rien créé d'équivalent.

Ces hommes super-riches ne sont pas des héritiers. Ils ont presque tous créé eux-mêmes leurs entreprises ou ont développé l'entreprise paternelle. Le renouvellement des grandes fortunes semble donc considérable d'une génération à l'autre.

Une dernière note pour faire rêver tous ceux qui travaillent dans les médias. Kenneth Thomson, 8^{ème} fortune mondiale, a commencé sa carrière comme disc-jockey, puis comme reporter dans une station de radio!

Les plus grosses fortunes du monde

	Pays	Activité	Fortune (mia. \$)
H. Bolkiaah	Brunei	sultan	25
Fahd	Arabie	roi	20
S. Walton	USA	distribution	8,7
S. et D.			
Newhouse	USA	édition	7,5
Elisabeth	GB	reine	7,4
K. Irving	Canada	divers	6
L. Crown	USA	immobilier	5,7
K. Thomson	Canada	édition	5,5
F. et J. Mars	USA	alimentaire	5
A. et P.			
Reichmann	Canada	immobilier	5